

(Source : [Nature Alerte](#))



La Commission Européenne va criminaliser presque toutes les semences et plantes non enregistrées auprès des gouvernements.

Une nouvelle loi proposée par la Commission Européenne, rendrait illégal de « cultiver, reproduire ou faire commerce » de toute semence de légumes n'ayant pas été « testées, approuvées et acceptées » par la nouvelle paperasserie européenne, elle a pour nom « Agence pour l'UE sur la diversité des plantes ».

Commentaire :

« Diversité »? [Novlangue](#), quand tu nous tient.

On l'appelle la Loi sur les matériaux de reproduction des plantes et son but est de rendre virtuellement responsable le gouvernement de toutes les plantes et semences. **Les jardiniers amateurs qui cultivent leurs propres plantes à partir de semences non répertoriées seraient considérés comme des criminels en vertu de cette loi.**

« Cette loi stoppera immédiatement le développement professionnel des variétés de légumes pour les jardiniers amateurs, les producteurs bio, et les petits maraîchers », a dit Ben Gabel, qui cultive des légumes et est le directeur du catalogue des semences naturelles. « Les

jardiniers amateurs ont des besoins réellement différents – par exemple ils jardinent manuellement, n'ont pas de machines et ne peuvent ou ne veulent utiliser des pulvérisations chimiques. Il n'y a pas de moyen pour enregistrer les variétés qui conviennent à un usage domestique car ils ne répondent pas à des critères stricts de l'Agence pour la diversité des plantes, qui ne s'occupe que d'approuver le genre de semence utilisé par les agriculteurs industriels ».

Virtuellement toutes les plantes, légumes, graines et jardiniers seront finalement enregistrés par le gouvernement

Tous les gouvernements, bien sûr, se sont entichés de l'idée d'enregistrer tout le monde et toutes choses. En vertu du paragraphe IV de la loi proposée par l'UE :

“ Enregistrement des variétés dans des registres nationaux et de l'Union.

“ Les variétés, dans le but de les rendre disponibles sur le marché à travers l'Union, seront incluses dans un registre national ou dans un registre de l'Union via une procédure d'application directe par le CVPO (Community Plant Variety Office = Bureau de la communauté pour la diversité des plantes).

Les jardiniers doivent aussi payer une redevance à la bureaucratie de l'UE pour l'enregistrement de leurs semences.

D'après le texte de loi proposé : Les autorités compétentes et le CPVO prélèveraient une redevance pour le traitement des demandes, l'examen formel et technique comprenant des audits, la dénomination des variétés et la maintenance des variétés pour chaque année pendant la durée de l'enregistrement.

Bien que cette loi peut ne viser au début que les jardiniers professionnels, elle constitue un précédent pour se poursuivre tôt ou tard par les jardiniers amateurs et exiger qu'ils respectent ces mêmes stupides règlements.

La bureaucratie gouvernementale devient folle

C'est un exemple de dérapage de la bureaucratie », dit Ben Gabel. « Tout ce que fait cette nouvelle loi est de créer une tonne de fonctionnaires civils dans l'UE payés à déplacer des montagnes de papiers toute la journée, tout en supprimant un approvisionnement en semences aux jardiniers amateurs et en interférant avec les droits des agriculteurs de

cultiver ce qu'ils souhaitent. Il est aussi très ennuyeux qu'ils se soient arrogés le pouvoir de réglementer et donner une autorisation dans l'avenir pour toutes les espèces de plantes – pas juste les plantes agricoles, mais les herbes, les tourbes, les fleurs, la totalité – sans avoir à le rapporter au Conseil pour être voté ».

Le jargon utilisé par une bureaucratie malade qui obligera les cultivateurs et jardiniers à se plier à cette loi de l'UE, est un langage bureaucratique orwellien qui ne signifie qu'une chose : **tous les jardiniers devraient se préparer à se soumettre à la folie gouvernementale concernant les graines, les légumes et les jardins privés.**

Comme on peut le soupçonner, cette idée est la « solution finale » de Monsanto, DuPont et autres corporations de semenciers qui ont depuis longtemps admis que leur but est de dominer complètement toutes les semences et cultures de la planète. **En criminalisant la culture privée de légumes - transformant ainsi les jardiniers en criminels - les bureaucrates de l'UE peuvent enfin céder le total contrôle de l'approvisionnement alimentaire à de puissantes corporations comme Monsanto.**

La plupart des semences de variétés anciennes deviendront criminelles

Presque toutes les variétés anciennes de graines de légumes seront criminalisées en vertu de cette loi de l'UE. Cela veut dire que le fait de sauvegarder des graines d'une génération pour les ressemer l'année suivante – base d'un mode de vie durable – **deviendra un acte criminel.**

De plus, comme l'explique Gabel, cette loi « ...tuera efficacement l'utilisation des graines pour les jardins privés de l'UE ».

C'est le souhait ultime de tous les gouvernements, bien sûr : **criminaliser tout action en vue d'une autonomie et rendre la population complètement dépendante des monopoles des corporations pour sa survie.** C'est vrai aussi bien aux USA que dans l'UE. Voilà ce que font les gouvernements : **ils prennent le contrôle, un secteur à la fois, année après année, jusqu'à ce que vous finissiez par vivre en esclave sous un régime dictatorial mondial.**

Partager cet article :

[Facebook](#)
[Twitter](#)
[Google+](#)

[Pinterest](#)

À lire également :



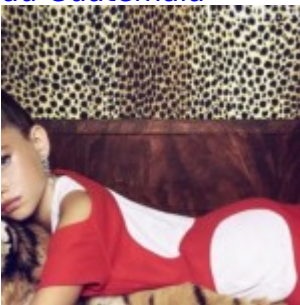
[Flashback - Europe : vers une interdiction des potagers privés](#)



[Europe : vers une interdiction des potagers privés](#)



[Syphilis et blennorragie : les inoculations « expérimentales » par les É.U. au Guatemala](#)



[La propagande pédophile bat son plein : majorité sexuelle à 13 ans, masturbation à 5 ans](#)